



Revue Interventions économiques

Papers in Political Economy

33 | 2006

Sociologie économique: Quoi de neuf?

Régulation et/ou internationalisation, difficile conciliation ?

Regulation and/or Internationalization, a Difficult Reconciliation?

Thomas Chiasson-LeBel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/825>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.825

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Thomas Chiasson-LeBel, « Régulation et/ou internationalisation, difficile conciliation ? », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 33 | 2006, mis en ligne le 04 octobre 2010, consulté le 30 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/825> ; DOI : 10.4000/interventionseconomiques.825

Ce document a été généré automatiquement le 30 mai 2019.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Régulation et/ou internationalisation, difficile conciliation ?

Regulation and/or Internationalization, a Difficult Reconciliation?

Thomas Chiasson-LeBel

Introduction : la régulation et son problème international

- 1 En sciences sociales, inscrire les termes « globalisation », « internationalisation » ou « mondialisation » dans un texte procède pratiquement du lieu commun. Il est aujourd'hui difficile de traiter d'un quelconque sujet, aussi local soit-il, sans que l'on doive y inscrire des préoccupations d'ordre international, mondial ou global. Il faut sans doute voir en ces termes autre chose que l'explosion d'une nouvelle réalité économique. Leur utilisation signale plutôt une transformation théorique et pratique qui oblige les chercheurs à réajuster leur point de vue. Cette façon particulière de jeter un regard sur le monde sera ici qualifiée d'internationalisée. En fait, la préoccupation pour le regard sur un monde unifié n'est pas nouvelle. En 1873, Ulysse Grant¹ disait : « Comme le commerce, l'éducation et le transfert rapide de la pensée et de la matière par le télégraphe et la vapeur changent toute chose, je suis porté à croire que le Créateur s'occupe de faire du monde une nation unique, parlant une langue unique ». Cependant, que cette préoccupation occupe autant d'espace pour les sciences sociales et dans les médias semble relativement nouveau, et c'est à ce titre qu'elle sera ici considérée. Il faut voir là un déplacement du point focal des analyses et ce mouvement mérite notre attention.
- 2 Dans les lignes qui suivent, nous explorerons comment cette transformation a touché la théorie de la régulation (TR). En France on identifie deux écoles de la régulation, soit celle de Grenoble, autour de Destanne de Bernis notamment, et celle de Paris, autour de Robert Boyer et du Cepremap, entre autres (Tremblay, 2004). Nous nous intéresserons ici à la

deuxième école. Cette dernière s'est formée au cours de la décennie des années 1970, alors que le développement économique dépendait plus qu'aujourd'hui des compromis internes à chaque État. Elle développa alors une idée fondamentale – le mode de régulation fordiste –, lequel repose sur une analyse des différentes formes institutionnelles au sein de certains États-nations et sur l'équilibre entre la production et la consommation. Or, l'importance grandissante de la prise en compte du niveau international obligea les penseurs de la TR à se réajuster et ces adaptations ont ouvert plusieurs nouvelles pistes. L'objectif premier du présent texte est de faire une recension critique de ces différentes perspectives. Nous soutiendrons l'idée qu'une vision du capitalisme global fait défaut à la théorie de la régulation., mais qu'il serait possible de trouver une solution en développant un croisement entre la théorie de la régulation et les analyses néogramsciennes en théories des relations internationales, représentées ici par les analyses de Robert Cox (1986) et Stephen Gill (1993).

- 3 Notre présentation se divise en trois temps. Le premier décrira la pertinence de la question de recherche en approfondissant les positions qui seront défendues. Le second visera à faire une description critique des thèses principales de la théorie de la régulation de façon à faciliter la compréhension de la troisième partie qui étudiera, presque chronologiquement, les différentes réponses qui furent apportées au problème de l'internationalisation. Pour faciliter la présentation de cette troisième section, nous avons préféré la subdiviser en cinq parties : une partie traitera de la régulation internationale ; une deuxième portera sur la forme institutionnelle de l'insertion dans le régime international ; la troisième interrogera la légitimité de l'espace considéré ; une quatrième traitera de la régulation face aux théories du développement ; et enfin, la dernière abordera la question de la hiérarchie des formes institutionnelles.

Pertinence de la question

Vision internationalisée ou « hégémonisée » ?

- 4 La vision internationalisée cherche à replacer l'objet d'analyse, à retrouver l'unité du monde pour mieux l'observer, mais la discorde règne entre les différentes approches. L'unité est définie de bien des façons différentes, parfois comme un ordre en transformation, parfois comme la suite logique d'une dynamique développée depuis des siècles. Par exemple, Dorval Brunelle estime que nous passerions à un *ordre global*, voulant par-là exprimer « l'instauration d'une économie globale composée d'espaces économiques intégrés » où « les contraintes dictées par l'établissement d'une position dominante sur les marchés mondiaux prennent le pas sur celles qui émanent des marchés nationaux » (Brunelle, 2003 : 133-134). Cette dynamique s'exprimerait par le transfert des responsabilités des États vers des organismes internationaux. Si tel est le cas, il deviendrait difficile de faire une étude sur le capitalisme dans un État particulier qui ne serait pas précédée d'une observation du capitalisme à l'échelle mondiale.
- 5 Les tendances actuelles orientent l'organisation économique vers l'instauration d'un ordre mondial hégémonique reposant notamment sur la construction, contre les régulations étatiques, d'un libre marché mondialisé. Il faut d'abord saisir ces tendances, car c'est d'elles dont dépendent les dynamiques nationales qui s'ajustent à l'ordre économique mondial. Comme Robert Cox, nous soutiendrons que depuis la fin de la décennie des 1970 :

The balanced compromise shifted towards a subordination of domestic economies to the perceived exigencies of the global economy, with growing disparity between rich and poor and gradual erosion of the social protections introduced during the post-war decades accompanying the shift. (Cox, 2000 :26).

- 6 Ainsi, si les effets de l'internationalisation sont visibles au niveau local, leur source n'est pas moins internationale, et les compromis jadis construits nationalement s'articulent plutôt entre les dominants des États dominants. Les États demeurent des maillons essentiels à l'instauration de cette dynamique, mais ils le font en acceptant de défendre des intérêts économiques présentés comme incontournables.
- 7 Pour Ellen Wood (2003), qui poursuit une analyse voisine, l'État perd effectivement certains de ses pouvoirs en délaissant notamment la sphère de ses responsabilités sociales, mais il demeure essentiel à l'expansion du capitalisme et en cela, il est un engrenage important de l'impérialisme actuellement pratiqué. Selon elle, il faut reconsidérer la fonction des États dans un cadre où le capitalisme tend à dépasser les frontières nationales, ou du moins à leur donner un sens nouveau, mais il faut aussi se pencher sur la forme que prend le développement de cet ordre supranational dont le destin est lié au capitalisme.

Pour la notion de régulation

- 8 Pour étudier le capitalisme, la théorie de la régulation est devenue incontournable. Nous avons évoqué précédemment l'existence de deux écoles, celle de Grenoble et celle de Paris (Tremblay, 2004) et nous nous concentrons ici sur la deuxième, celle de Paris. Celle-ci regroupe un grand nombre de chercheurs, dont un auteur phare, Robert Boyer, mais aussi plusieurs autres très connus, dont Michel Aglietta et Alain Lipietz. La théorie n'est pas unique, et les débats au sein du grand courant de la régulation sont multiples et fréquents ; en témoignent un grand nombre de publications. Ne pouvant traiter de tous les débats à la fois, le présent texte se fondera essentiellement sur le courant défendu par Robert Boyer, celui que l'on identifie comme « courant parisien » (Bocarra, 1995). Lorsque d'autres auteurs seront mis à contribution, c'est qu'ils auront écrit un texte critique concernant directement la question abordée dans ce travail ou qu'ils auront participé à un ouvrage collectif dirigé par Robert Boyer.
- 9 Les écoles de la régulation évoquées plus haut (Grenoble et Paris) sont essentiellement composées d'économistes, ou du moins s'intéressent surtout à la dynamique économique. Or, le terme régulation peut bien sûr renvoyer à d'autres approches en science sociale, allant de la psychologie à l'éducation. En sociologie, la théorie de la régulation sociale de Jean-Daniel Reynaud est la plus importante et elle connaît aussi une importante diffusion². Elle s'intéresse toutefois davantage au niveau de l'entreprise, et non à l'échelle macro-économique comme c'est le cas de Boyer. Bien qu'utilisant le même terme, les deux théories — celle de Reynaud et celle de Boyer — ne sauraient être confondues sur le fond. Les thèses de Reynaud proposent la transposition d'une analyse des négociations en milieu de travail comme cadre pour une interprétation sociale générale. Elles soutiennent une vision inspirée d'un individualisme méthodologique refusant à la structure sociale un caractère déterminant et structurant pour lui préférer l'autonomie des acteurs. La rencontre des autonomies nécessiterait des réglages constants, et le processus de réglage constitue le cœur de la théorie de Reynaud.³ La théorie de la régulation dont il sera ici question est fort différente puisqu'elle étudie la formation d'une structure sociale dont la

nature est principalement économique. Les relations de négociation importent dans la mesure où elles font partie de l'une des cinq formes institutionnelles fondamentales : le rapport salarial. Néanmoins, les négociations ne servent pas d'unique repère pour comprendre la rationalité des acteurs. Les postures épistémologiques diffèrent suffisamment pour éviter la confusion.

Une question : Quelle théorie de la régulation ?

- 10 Les praticiens de la TR se démarquent par l'analyse qu'ils font des crises du capitalisme. Pendant que certains marxistes voient en chaque crise le résultat d'une tendance naturelle du capitalisme annonçant la fin de ce mode de production honni ; les néoclassiques n'y décèlent qu'une perturbation du marché causée par des forces externes (souvent l'État trop interventionniste) (Boyer, 1986). Pourtant, les crises se succèdent, que l'État soit interventionniste (fin des années 1960 aux États-Unis), ou plutôt absent du paysage (lors du Crash de 1929), et le capitalisme est encore bel et bien en place. Voulant éviter ce dilemme, la TR se penche sur les éléments qui ont provoqué l'entrée dans une crise en plus de cerner les mécanismes institutionnels qui permettent d'en sortir. Cependant, elle n'y voit pas de recettes miracles, sinon des solutions particulières qui nécessitent des analyses spécifiques. Plutôt que de dresser de grands portraits canoniques de systèmes parfaits, la TR tente de voir, à travers l'analyse des arrangements entre les différentes institutions, les conditions spécifiques à chaque crise, sortie de crise et période de stabilité.
- 11 Suivant ses préoccupations d'origine, la TR cherche à résoudre un problème : « comment expliquer que croissance et crise prennent des formes nationales significativement différentes, voire que s'approfondissent les déséquilibres dans certains pays alors que s'affirme une relative prospérité dans d'autres ? » (Boyer, 1986 :38). Depuis son origine, la TR étudie les particularismes de l'implantation du capitalisme. Pour ce faire, elle étudie les singularités du capitalisme dans chaque État. Robert Boyer écrivait dans la même veine : « la théorie de la régulation est incitée à choisir l'État-nation comme point de départ de l'analyse » (Boyer, 2004b :30). L'État est le point de départ puisque chaque État diffère des autres.
- 12 Voilà qui soulève la question de la prise en compte des dynamiques internationales par les régulationnistes. Alors que les sciences sociales, et particulièrement l'étude du capitalisme, suscitent un regard internationalisé, les études particulières à l'échelle nationale sont-elles toujours pertinentes ? Une telle préoccupation n'est pas étrangère aux théoriciens de la TR. Yves Saillard la soulevait ainsi :

Le développement des relations internationales, l'accentuation des spécificités des secteurs d'activité, des régions ou des territoires locaux et les avancées institutionnelles de l'ampleur de la construction européenne, convergent vers une même question : la notion de « régulation économique d'ensemble » essentiellement définie au niveau national, a-t-elle encore un sens ? (Saillard, 2002 :285).
- 13 Reprise autrement, cette question est aussi mise de l'avant par Philippe Schmitter (1997) qui souligne que la globalisation s'accompagne d'une déréglementation qui effrite la légitimité des États et la remplace par un régime international faible dans sa capacité à imposer des régulations. Comment une école analysant les particularités du capitalisme peut-elle tenir compte de la tendance à l'internationalisation de ce mode de production ?

- 14 Robert Boyer (2004b) tentait récemment de dissiper cette question en soutenant que la prégnance de la problématique de l'internationalisation et de la financiarisation pouvait être étudiée avec les outils de la TR puisqu'il suffirait de choisir le niveau pertinent d'analyse. Il ne semble pas évident que cette transition puisse se faire sans difficulté. Comme le reconnaît Boyer, la théorie de la régulation s'est développée alors que le modèle de croissance reposait principalement sur les compromis institutionnalisés à l'échelle nationale. Ainsi, ses principaux outils se sont forgés d'une certaine façon et il faut les retravailler pour en faire de nouveau le bon usage. Les différentes tentatives à cet effet seront ici explorées. Mais d'abord, observons-les à leur état d'origine.

La théorie de la régulation : présentation critique

- 15 À l'origine du concept de « régulation », il y a Georges Canguilhem qui le définit comme suit : « La régulation est l'ajustement, conformément à quelque règle ou norme, d'une pluralité de mouvements ou d'actes et de leurs effets ou produits que leur diversité ou leur succession rend d'abord étrangers les uns aux autres »⁴. C'est en s'inspirant de cette définition que la théorie de la régulation (TR) est née au début des années 1970. Partant de celle-ci, divers théoriciens tentèrent de donner un nouveau souffle à la théorie économique. Le modèle développé pour décrire l'économie au sortir de la Seconde Guerre mondiale donnait des signes d'essoufflement, et la perspective suggérée par le concept de « régulation » permettait de nouvelles hypothèses. Ainsi, la TR analysa le ralentissement des trente glorieuses et la crise qui s'en suivit comme la rupture de la cohérence entre les dynamiques industrielle, économique et financière (Boyer, 1986).
- 16 Comme nous l'avons mentionné, le terme « régulation » fut également utilisé dans bien d'autres contextes, soit en éducation ou ailleurs, mais nous ne traiterons ici que des théories et analyses économiques. Il ne sera donc pas question de la théorie de la régulation sociale de Jean-Daniel Reynaud ou d'autres théories.
- 17 En termes de filiation d'idées, la TR prétend approfondir le courant marxiste dans sa critique des théories néoclassiques en y intégrant les visions de John Maynard Keynes et Michael Kalecki. Elle s'inspire également de l'école des Annales pour l'analyse historique. L'élément clef de la théorie de la régulation demeure l'accent qu'elle met sur deux principes qui soutiennent la variabilité du capitalisme : a) les modes de régulation varient dans le temps et l'espace, et, b) il n'est aucun mode de régulation dont la viabilité soit assurée indéfiniment. Cette compréhension se démarque de la pensée économique appliquée par les fonctionnaires d'organisations internationales qui, comme le démontre Joseph Stiglitz (2002), s'efforcent à mettre en œuvre des mesures uniformes pour gérer le capitalisme sur toute la planète. Pour expliquer les principes qu'elle soutient contre ce genre de compréhension du capitalisme, la TR s'appuie sur quelques concepts qu'il faut revisiter.

Modes de production et capitalisme, la TR contre les classes sociales ?

- 18 Bien présenter la théorie de la régulation nécessite un retour aux sources par la présentation du concept de « mode de production » issu de l'œuvre de Karl Marx. Dans sa variante régulationniste, ce concept désigne « toute forme spécifique des rapports de

production et d'échanges, c'est-à-dire des relations sociales régissant la production et la reproduction des conditions matérielles requises pour la vie des hommes en société » (Boyer, 1986 :43). Le mode de production est un concept large pour la TR en ce sens qu'il englobe les différents concepts subséquents. Les modes de production antérieurs (précapitalistes) sont peu étudiés par les régulationnistes, ces derniers faisant plutôt référence à l'école des Annales pour ces questions de nature historique. Pour la régulation, le mode de production permet d'articuler l'analyse de faits économiques autour de rapports sociaux, et c'est principalement le rapport salarial qui est analysé en profondeur. Cela permet tout de même une compréhension de l'économie en tant que rapport des êtres humains entre eux et avec la nature, contrairement au naturalisme de l'économie défendu par certains courants néoclassiques.

- 19 Pour Karl Marx, le mode de production est l'aboutissement d'un certain développement, il est lié à un degré de division sociale du travail⁵. Quant à elle, la division du travail correspond à la forme de propriété qui a cours au sein d'un espace social. Dans l'univers marxien, la division du travail et la forme de propriété, deux versants d'un même phénomène, se croisent et appuient le concept incontournable de « classe sociale ». Or, ce n'est pas sur les classes et leur antagonisme que la TR met l'accent, mais sur les compromis entre elles. Peu de références régulationnistes conduiraient à conclure qu'ils rejettent fermement le concept de « classe sociale », qui n'est néanmoins pas un concept fréquemment utilisé chez eux. Cependant, la définition qui est donnée des formes institutionnelles implique que les classes, plutôt que d'être en oppositions, trouvent des arrangements temporaires qui se cristallisent dans les institutions. En effet, suivant la TR, les formes institutionnelles émergent des conflits sociaux et passent ensuite par les sphères du droit et de la politique pour asseoir leur emprise économique (Boyer, 2003). Ainsi, on comprendra que la forme institutionnelle est le compromis qui encadre la lutte des classes. Des rapports sociaux analysés par Karl Marx, il y a un glissement vers les formes institutionnelles qui impliquent également le passage du conflit au compromis. Dans ce cas, il n'est pas question de savoir comment le compromis est accepté par les acteurs, ni s'il est imposé, mais bien de voir que par leur fonctionnement, les institutions encadrent les actions des acteurs et les orientent dans un sens particulier. Le consensus est donc à la source des formes institutionnelles autant qu'il en émane.
- 20 En fait, la TR s'intéresse principalement au capitalisme défini par trois éléments principaux. Premièrement, il est un système dans lequel l'échange est marchand. En résulte un second point : une contrainte monétaire qui pousse les acteurs dans le salariat où ils deviennent travailleurs séparés des moyens de production. En troisième lieu, ce système crée l'accumulation. Là où la vision marxienne déduisait un rapport de production, puis de classes, qui se reproduit à travers la production, la TR y verra la régulation, c'est-à-dire un accord temporaire entre les acteurs, ou du moins une pacification de leurs rapports. Plutôt que de mettre l'accent sur un antagonisme fondamental, la TR tente de définir une pluralité de formes prises successivement par les rapports sociaux à travers la production. Ainsi, l'étude de la régulation signifie « l'étude de la transformation des rapports sociaux créant des formes nouvelles à la fois économiques et non-économiques, formes organisées en structures et reproduisant une structure déterminante, le mode de production » (Aglietta cité par Boyer, 1986 :130). La régulation permet ainsi d'élargir la compréhension des rapports sociaux par le biais de « formes organisées en structures » (qui deviendront les formes institutionnelles avec l'évolution de l'école) et ainsi, d'observer des variations dans les rapports sociaux

reproduisant le capitalisme. Face à la « fixité des rapports de classe », la régulation propose la « variabilité des formes institutionnelles ».

Mode de régulation et Régime d'accumulation

- 21 L'idée de régulation est clarifiée par la définition qu'en donne Alain Lipietz : elle est « la manière dont l'unité s'impose à travers la lutte des éléments » (Lipietz cité par Boyer, 1986 :134). On trouve donc l'idée d'éléments en lutte, mais ceux-ci se voient articulés et unifiés en reproduisant les rapports sociaux fondamentaux au moyen de formes institutionnelles. Le mode de régulation est donc un arrangement particulier des rapports sociaux au sein d'un mode de production. Le mode de régulation soutient un régime d'accumulation sans qu'il soit nécessaire à chacun des acteurs d'avoir conscience de la dynamique d'ensemble (Boyer et Saillard, 2002a).
- 22 Dans sa version actuelle (celle publiée par Boyer en 2004b), la TR tente de résoudre la tension entre le structuralisme économique et l'individualisme méthodologique par une méthode : l'« hol-individualisme » On veut par là joindre l'holisme et l'individualisme par un centre : l'institution qui, d'une part, assure la vision d'ensemble, et d'autre part, produit la contrainte des individus les incitant à agir dans le sens prescrit. Par leur pratique relativement contrainte, les individus reproduiront l'institution et ainsi de suite.
- 23 La tension entre les individus et la structure économique est également perceptible dans la nuance entre le mode de régulation et le régime d'accumulation. Il est difficile d'observer un mode de régulation particulier, mais son versant économique peut être observé par le biais d'une étude du régime d'accumulation, c'est-à-dire de l'ensemble des régularités observables qui assurent la progression de l'accumulation du capital (Boyer, 1986). Si la distinction entre mode de régulation et régime d'accumulation semble parfois obscure, elle est clarifiée dans un récent ouvrage de Robert Boyer :

Le premier [régime d'accumulation], est la création du théoricien qui observe de l'extérieur et souvent ex post la dynamique de longue période de l'économie considérée, le second [mode de régulation] explicite le comportement des divers acteurs dotés d'une connaissance partielle et locale des interactions qui gouvernent leurs relations. (Boyer, 2004 :18-19).
- 24 Bref, le mode de régulation désigne le comportement des acteurs à travers l'unité d'une société de façon à la reproduire sans que la logique d'ensemble doive être apprise par tous et par cœur. Quant au régime d'accumulation, il correspond à la manière dont cette unité reproduit l'accumulation. Pour faire le lien entre les deux, il est nécessaire d'ajouter une notion intermédiaire : celle de forme institutionnelle. Elle est la codification observable des rapports sociaux fondamentaux et constitue ainsi le matériau d'observation. C'est cette codification qu'il faut étudier puisqu'elle est à l'origine des régularités (Boyer, 1986). On lui connaît cinq versants principaux : la forme du régime monétaire, la forme du rapport salarial, la forme de la concurrence, la forme de l'État et la forme d'adhésion au régime international. Les trois premières formes se trouvent articulées au sein de la figure emblématique de la firme ou de l'entreprise. Cependant, l'étude des mécanismes qui assurent la cohérence entre toutes les formes demeure au centre de l'approche régulationniste : Y a-t-il une hiérarchie et quelle est la complémentarité entre les formes ? La prise en compte de l'insertion dans le régime international occupera un espace particulier pour rendre justice à l'objet du présent travail.

L'émergence du problème

- 25 Voilà donc une présentation fort synthétique du cœur conceptuel de la théorie de la régulation. Il faut noter que ces bases ne furent stabilisées qu'au fil des recherches et que certaines sont encore sujettes à de houleux débats. Le modèle ici avancé se veut le plus près possible des écrits récents. Il est opportun d'en faire une telle présentation pour rendre justice au débat abordé plus loin, lui-même relativement jeune. Néanmoins, selon les époques, certaines des définitions peuvent varier un peu. Au départ, la théorie de la régulation fut appliquée à la compréhension du capitalisme des centres, d'abord des États-Unis et de la France. L'analyse qui en résultait peignait une réalité difficilement transposable à d'autres espaces économiques. Comme le soulignait Robert Boyer (1986), les tentatives de calquer l'approche initiale à d'autres pays, particulièrement le Mexique, produisirent des conclusions douteuses : les données infirmaient le modèle et le fordisme ne correspondait plus à grand-chose. À l'aune de ces embûches, des remises en question eurent lieu.
- 26 Ainsi, on se demanda comment saisir la réalité économique de pays qui semblent souffrir plus intensément de certaines conjonctures internationales. Un premier réflexe fut de conclure en la diversité des modes de régulation. Or, une partie de la crise des années 1980, notamment en Amérique latine, est attribuable à une crise de la dette causée par les variations des taux de change et des taux d'intérêt au Nord. Ainsi, ce sont des facteurs exogènes à l'espace national qui sont parfois tenus responsables. Quelle est alors l'importance relative de la régulation nationale ?
- 27 Une première objection fait douter de la pertinence de cette question pour la TR. Puisqu'elle cherche à expliquer comment les différentes structures nationales produisent des crises différentes, peut-on lui reprocher de ne pas se préoccuper d'un autre niveau plus international ? À ce titre, Robert Boyer (1986) soulignait la tendance à glisser de l'interdépendance constatée des différents pays à l'homogénéité des systèmes qui les régissent alors que rien ne permet un tel lien logique. Si des contraintes similaires s'imposent aux différents pays, ceux-ci peuvent trouver des réponses différentes. Dans ce cas, il semble que la pertinence de l'étude des spécificités nationales demeure, voire augmente. Alors, la cohérence entre la méthode et ce qu'elle cherche à découvrir ne peut être que louangée. Cette impression est confirmée dans des études plus récentes qui concluent que si l'intégration régionale s'amplifie, la convergence vers un modèle unique est improbable alors qu'on assiste plutôt à la spécialisation régionale (Boyer, 2001). Néanmoins, la régulation cherche à établir certains modèles types, notamment pour les économies dominantes (Boyer, 1986). N'est-ce pas la caractéristique principale d'un modèle que de s'appliquer à différents cas malgré leurs particularités ? Ainsi, l'étude du particulier mène à un retour compréhensif global. De plus, les particularités nationales n'empêchent pas de supposer qu'à certains égards, le niveau international est déterminant pour tous les autres et qu'alors, il faille comprendre celui-ci pour expliquer ceux-là. Bref, tout nous porte à croire que l'explication des particularités nationales ne peut se faire actuellement que par une juste interprétation d'une conjoncture plus large.
- 28 Boyer (1986) souligne que la TR cherche à travers l'histoire les transformations institutionnelles qui constituent des moments charnières et permettent d'expliquer la cohérence d'ensemble. Ainsi, est-il possible de croire que nous avons vécu un moment charnière où l'insertion dans le régime international serait devenue la forme

institutionnelle centrale ? Y aurait-il un niveau international de régulation ? Pour aborder ces questions et problèmes, nous irons par étapes en étudiant d'abord cette possibilité de l'existence d'une régulation internationale.

Les différentes perspectives

Y a-t-il une régulation internationale ?

- 29 L'insertion dans le régime international est une forme institutionnelle qui découle des trois autres plus fondamentales que sont la monnaie, le rapport salarial et la concurrence. À l'échelle nationale, la monnaie met en relation des acteurs marchands. Les relations économiques entre les États passent elles aussi par la monnaie, ou plutôt *les monnaies*. Historiquement, l'une des monnaies prendra les devants et dictera les règles. Mais qui la domine ? Une première hypothèse jaillit instinctivement : celle de la transposition des formes institutionnelles nationales au niveau international pour obtenir simplement un autre étage de régulation. Observons d'abord la forme d'insertion dans le régime international pour en comprendre l'espace relatif aux autres formes.
- 30 Puisque l'unité de base de la régulation demeure l'État-nation, l'insertion dans le régime international décrit les conjonctions de règles qui « caractérisent les relations entre l'État-nation et l'espace international » (Boyer et Saillard, 2002 :62). À l'aide de cette forme, les partisans de la TR disent vouloir dépasser l'opposition manichéenne entre économie ouverte et économie fermée, entre régime d'exportation et régime autarcique, notamment par la prise en compte d'aires stratégiques, c'est-à-dire des espaces en fonction des contraintes et des potentialités imposées par le régime international (Boyer et Mistral, 1986 ; Boyer et Saillard, 2002).
- 31 Par « l'insertion dans le régime international », les régulationnistes cherchent à décrire une relation importante qu'ils considèrent toutefois au même niveau que les autres formes institutionnelles. Il n'y aurait donc pas, au premier abord, une régulation de premier ordre. Dans la *Théorie de la régulation : une analyse critique*, Robert Boyer (1986) insiste pour relativiser l'importance qu'on accorde aux échanges internationaux ; mais surtout, il soutient que les réponses locales à ceux-ci peuvent varier d'un pays à l'autre. La prégnance du régime international sur les économies locales demeure alors une question entière puisqu'elle est relative à chacun des pays. Pour régler cette question qui oppose deux pôles de la régulation, le national et le supranational (régional ou global), Robert Boyer propose alors de se pencher sur la force de la cohésion du régime international. En testant la cohérence de cet ordre, il faudra se demander s'il détermine les autres formes institutionnelles. En fait, la prégnance de cette forme institutionnelle dépend également de la cohésion des formes à l'échelle nationale. On suppose alors qu'un manque de cohésion au niveau local rimerait avec une plus grande prégnance du niveau international. Ces considérations semblent nous mener à accorder un statut particulier à la forme *d'insertion dans le régime international*. Cependant, Robert Boyer et Yves Saillard (2002a) souligneront plus tard que les principes et les normes au niveau international n'ont pas la même force et la même durabilité que celles de niveau local.
- 32 En fait, le problème théorique posé par ces différentes questions est celui de l'interdépendance entre les formes institutionnelles. Robert Boyer et Yves Saillard soulignent à cet effet que la transformation récente du régime international semble avoir pour effet d'amplifier l'extraversion des économies, et qu'alors, les économies auraient

franchi le seuil d'inversion du « cercle vertueux du fordisme » (Boyer et Saillard, 2002b :71). C'est-à-dire que les compromis matérialisés par les formes institutionnelles sous l'ère fordiste se renversent pour mener à de nouveaux arrangements institutionnels dominés par la finance internationalisée. En d'autres termes, l'insertion dans le régime international serait parvenue à un point où les compromis locaux de classes qui constituent les formes institutionnelles nationales seraient dépassés par des compromis internationaux au sein d'une seule et même classe. C'est du moins le constat que l'on ferait si l'on jugeait l'ordre économique mondial comme étant un ordre hégémonique suivant les termes de Robert Cox :

Hegemony is a structure of values and understandings about the nature of order that permeates a whole system of states and non-state entities. In a hegemonic order these values and understandings are relatively stable and unquestioned. They appear to most actors as the natural order. [...] Hegemony derives from the dominant social strata of the dominant states in so far as those ways of doing and thinking have acquired the acquiescence of the dominant social strata of other states. (Cox, 1992 :151).

- 33 Dans ces lignes, Robert Cox indique que les compromis autour des valeurs et modes de compréhensions (structure of values and understanding) sont convenus non pas à l'intérieur de chacun des États, mais par un compromis entre les classes dominantes des pays dominants et celles des autres États. Il importe de retenir que l'inversion du cercle vertueux du fordisme peut être comprise à l'aide de la théorie des relations internationales : alors que sous le fordisme, la régulation s'opérait au niveau national, l'hégémonie décrite par Robert Cox serait convenue entre des acteurs plurinationaux et ruissellerait au niveau national. L'importance d'une forme institutionnelle (le rapport salarial par exemple) se déplace vers une autre forme (plurinationale celle-là).
- 34 Cette façon de dépasser le cercle vertueux du fordisme n'est pas d'emblée apparue évidente aux yeux des régulationnistes. À preuve, le nouvel ouvrage de vulgarisation sur la TR se conclut sur cette note : « le présent ouvrage aurait rempli son objectif s'il était parvenu à convaincre le lecteur des potentialités de cette problématique qui ne se réduit pas à une analyse du fordisme » (Boyer, 2004b :107). Si Robert Boyer se donne la peine d'écrire un ouvrage avec comme objectif de convaincre que le cadre régulationniste permet d'analyser autre chose que le fordisme, c'est d'abord parce qu'un tel exercice n'est pas évident.
- 35 Pour repartir d'une souche nationale, Robert Boyer propose de nouveaux cercles vertueux (Boyer, 2004b), dont celui de la finance. Le schéma de ce nouveau cercle possède un point de départ, celui de la diffusion de la norme financière, qui n'est pas directement dépendant d'autres facteurs. Plusieurs économies étant forcées d'ouvrir leurs frontières à la finance mondiale, ce nouveau cercle accorde parfois un espace particulier au régime international et à la diffusion de normes provenant des économies dominantes. Ainsi, le nouvel ordre reposerait sur l'extension de l'optimisme et des normes financières, tout comme le modèle hégémonique de Robert Cox repose sur l'expansion des valeurs et des normes de la strate sociale du pays dominant aux strates dominantes des autres pays. De plus, la nature d'une norme fait en sorte qu'elle ne connaît pas les frontières et les barrières protectionnistes que subit le marché des biens, des services ou des investissements.
- 36 Puisqu'il est clair que l'école de la régulation rejette les explications monocausales tant des institutions que de leurs effets (Boyer, 1995b) qui expliqueraient, par exemple, toute la dynamique d'un pays à travers les pressions internationales qu'il subit, il faut associer

la compréhension de l'international aux caractéristiques nationales. Il n'en demeure pas moins que l'espace qui doit être attribué au régime international demeure flou : il est parfois déterminant et parfois de moindre force que le niveau local. Pour cette raison, Robert Boyer proposa aussi d'autres modes de régulation potentiels pour décrire l'état actuel du mode de production capitaliste. Si le mode de régulation varie avec le temps, la situation actuelle laisse croire que l'espace global doit y occuper une place déterminante. Pour éclairer plus avant cette question, il serait opportun d'étudier la signification de l'insertion dans un régime international.

L'insertion dans le régime international, son lien avec les autres formes

- 37 L'étude de la forme institutionnelle d'adhésion au régime international mène à la conclusion que pour bien saisir l'interdépendance de cette forme avec les autres, il faut éclairer d'abord la structure du régime international telle qu'interprétée par la théorie de la régulation. En fait, il ne s'agit pas de supposer qu'un étage se construit postérieurement à l'autre, car il faudrait plutôt s'imaginer une co-construction. Cependant, tout comme le maître et l'esclave, l'existence de deux étages co-construits n'empêche pas de supposer la domination de l'un sur l'autre. Alors, resterait à savoir lequel des deux niveaux l'emporte sur l'autre ou plutôt à quel moment l'un domine, et à quel moment l'autre influe davantage.
- 38 La formulation de la forme institutionnelle d'insertion dans le régime international provient la théorie des relations internationales (TRI). Les auteurs de la TR font généralement référence à un théoricien des régimes, Stephen Krasner. Selon celui-ci, un régime se définit comme un ensemble d'éléments normatifs ou contraignants, du type arrangements institutionnels, élaborés ou construits dans un domaine particulier en fonction d'attentes convergentes des acteurs du domaine (Krasner, 1982 : 204). Au premier abord, il est étonnant de voir Stephen Krasner, associé au courant réaliste de la TRI, être la référence pour les régulationnistes. Le concept de régime est à la source de ce rapprochement. Ainsi défini, il dégage une forte parenté avec les institutions décrites au niveau national par les régulationnistes. La définition sonne effectivement très bien sous la plume d'un régulationniste. Par contre, comme le rappelle Ronen Palan (1998), les thèses réalistes reposent sur le postulat de l'unicité d'un l'État dans ses intentions et actions face aux autres. Or, la TR s'efforce justement de cerner les différentes institutions qui agissent à l'intérieur d'un pays. Dès lors, cette union semble contre nature. Ronen Palan en arrive à la conclusion que « ce lien particulier entre la TR et Krasner a enfermé l'approche régulationniste dans des concepts obsolètes de mode national de régulation » (Palan, 1998 :84). Gérard Kebadjian renchérit en arguant qu'en économie politique internationale (discipline à laquelle il rattache l'étude des régimes internationaux), le déclin économique des années 1970 a pour cause celui des États-Unis, contrairement à la TR qui y voit un signe de l'essoufflement des régimes d'accumulations fordistes (Kebadjian, 1998 :115). Il semble donc y avoir une marge insurmontable pour joindre la théorie de la régulation à celle des régimes internationaux. De plus, le concept de régime fut fortement critiqué par Susan Strange (1982) qui adopte une position théorique bien plus près des régulationnistes. Elle dénonce, non sans raison, le flou qui entoure le concept de « régime ». Si un certain détachement face aux réalistes surviendra timidement plus tard, la TR maintint le cap pour un certain temps. Ronen Palan ira

jusqu'à écrire : « la théorie de la stabilité hégémonique et le concept de régime international de Stephen Krasner ne complètent pas l'approche de la théorie de la régulation – en fait ils la contredisent » (Palan, 1998 :74).

- 39 En effet, tant pour les réalistes que les institutionnalistes néolibéraux, l'organisation internationale repose sur l'absence d'autorité qu'ils nomment *anarchie*. Cette anarchie mène les réalistes à un conservatisme belliqueux, tandis que les institutionnalistes se replieront sur des calculs économicistes des avantages en jeu lors d'associations internationales et de constitution de régimes. Dans les deux cas, cela ne correspond guère à la vision revendiquée par les praticiens de la TR.
- 40 Tentant de sortir de cette mauvaise passe, Jean-François Vidal (2002 : 173) soutient qu'une régulation au niveau international doit pouvoir s'articuler autour de trois éléments : a) des « trends » et des évolutions stables pour les échanges internationaux sur des périodes suffisamment longues ; b) des relations internationales encadrées par des institutions cohérentes et respectées ; et c) un amoindrissement des fluctuations par des processus d'ajustement stabilisateurs. Suivant ce modèle et pour statuer sur sa viabilité, l'étude des institutions semble la plus facile d'accès. Ainsi, Jean-François Vidal se penche sur trois institutions principales que sont le système monétaire international, les firmes multinationales et les accords commerciaux. Suivant cette étude, il en arrive à la conclusion qu'il est difficile d'utiliser la TR pour les relations internationales puisqu'il faut définir différents niveaux d'espace et les étudier simultanément dans leurs interactions. On en vient ainsi à soutenir que les effets de l'internationalisation sont ambigus puisqu'ils produisent à la fois une homogénéisation et une particularisation des modes nationaux de régulation (Vidal, 2002).
- 41 En outre, le Système monétaire international (SMI) semble être la voie privilégiée pour étudier la régulation internationale. Par contre, le système monétaire international décrit à l'origine la mise en relation soit d'États ou d'acteurs privés par le biais de devises au même titre qu'au niveau national où la monnaie est le vecteur d'interaction entre les acteurs marchands et entre les producteurs et propriétaires par le biais du rapport salarial. Or, lorsqu'on se penche sur l'institution ayant pour fonction d'articuler le SMI, le Fonds monétaire international (FMI), on aboutit bien vite à quelques bémols. D'abord, le calcul de la valeur de l'unité de compte du FMI, le Droit de tirage spécial (DTS), repose sur un panier de quatre devises, la Livre sterling, le Dollar US, l'Euro et le Yen. Ainsi, en reposant sur ces quatre devises, le système n'a pas un sommet unique comme une pyramide, mais un plateau supérieur constitué des économies les plus fortes. Elles possèdent plus de pouvoir que les autres économies dans la détermination des valeurs d'échange.
- 42 De plus, Michel Aglietta (2002) souligne que ce système est vulnérable à cause de l'absence de chef d'orchestre incontestable. Il revendiquera en ce sens un ordre institutionnel international. Certains pays refusent parfois de suivre les exigences du FMI, comme ce fut récemment le cas pour l'Argentine. Ainsi, la cohérence et la respectabilité du système monétaire international peuvent être mises en doute par la faiblesse de la régularité. Par contre, Michel Aglietta souligne également que le SMI limite le pouvoir des États. En résumé, on peut conclure que le SMI constitue une maigre forme institutionnelle parce qu'il n'a qu'un faible pouvoir de régulation même si on ne peut en ignorer les effets. Derrière cette préoccupation se cache peut-être le désir de voir s'instaurer un État international qui aurait des mécanismes de régulation aussi forts que ceux de l'échelle nationale actuelle.

- 43 Dans leur interrogation sur cette question, Robert Boyer et Yves Saillard (Boyer et Saillard, 2002b) en arrivent à la conclusion qu'il est difficile d'extrapoler le concept de « mode de régulation » pour l'appliquer au niveau international. Ne pouvant observer une régulation internationale de même nature que la nationale, il faut chercher autre chose. Cependant, ce bref tour d'horizon nous aura permis de voir que l'association entre la TR et les courants réalistes et libéraux de la TRI est plutôt contre nature. Dans ce cas, les régulationnistes auraient avantage, tout comme le suggère Ronen Palan (1998) à se tourner vers d'autres courants. Mais d'abord, et comme le suggérait Jean-François Vidal (1998) lui-même, il faut aller du côté de la différenciation des espaces et de leur articulation.

Les espaces de régulation

- 44 La nécessité d'un débat sur l'espace est fort bien présentée par Yves Saillard (2002) lorsqu'il aborde la question de l'unité d'analyse à laquelle la TR se réfère. Tel qu'expliqué dans la section précédente, il est difficile de parler d'un mode de régulation au niveau international, mais cela n'empêche pas toute influence sur le niveau national. Alors, comment justifier une étude à partir de l'un plutôt que l'autre ? La justification d'un tel choix doit procéder par l'identification et la caractérisation des institutions qui agissent au sein des espaces retenus. Les codifications qui émergent d'un tel processus garantiront les régularités nécessaires à la description d'une unité. Finalement, il faudrait expliquer l'articulation entre les différents niveaux pour parvenir à un portrait global cohérent. Cette procédure en trois étapes correspond grossièrement à la méthode mise de l'avant par l'école grenobloise de la théorie de la régulation.
- 45 Suivant cette méthode, Renato di Ruzza (1995) propose de distinguer trois niveaux d'espace qui correspondent à l'organisation du système productif : 1) le niveau mondial correspond à celui de certaines sociétés transnationales (STN) qui s'en servent pour définir des stratégies globales d'action ; 2) l'espace national, qui est toujours aussi fondamental puisqu'il est source des principales lois et de la monnaie ; et 3) l'espace intermédiaire (du type de l'ALÉNA ou de l'UE), est le moins stable : regroupant plusieurs espaces nationaux, il se construit et se modifie rapidement. Renato di Ruzza insiste sur la difficulté à recréer des espaces de régulation aux niveaux régional ou mondial. Ainsi, ce sont surtout les STN qui ont le pouvoir de réguler les environnements plus larges puisque les autres organisations, ouvrières par exemple, n'agissent pas beaucoup à ce niveau. Cet auteur ne donne malheureusement pas une définition claire de l'articulation entre les différents espaces, sinon qu'il souligne le développement probable d'un empire européen si la construction de l'Europe s'adjoint certains pays africains.
- 46 Yves Saillard (2002) opte aussi pour la définition d'espaces plurinationaux (régionaux) et transnationaux, mais il rejette l'idée d'un espace mondial de régulation. Selon lui, les tentatives de définition en ce sens ont mené à évider le concept de régulation de sa signification. Par ailleurs, les régulations d'ensembles infranationaux correspondraient à des régulations incomplètes qui n'auraient de sens qu'en relation aux dynamiques d'ensemble. Finalement, il en arrive à la conclusion que malgré la contestation, la sphère nationale comme base de régulation n'a pas de rivale sérieuse.
- 47 Alain Lipietz et Georges Benko (2002) en arrivent à des conclusions semblables : selon eux, la configuration internationale est trop fragile, et il faut se pencher davantage du côté de

l'autonomie des États comme paradigme de départ. Ces auteurs soutiennent aussi l'argument de la trop grande faiblesse d'une unité mondiale de régulation. Le régime qui en découle serait trop vague. Cependant, contrairement à Yves Saillard (2002), ils insistent pour reconnaître des espaces locaux ou infranationaux de régulation dont l'exemple type est le district industriel. Constitué de petites firmes spécialisées regroupées en des espaces géographiques restreints, le district industriel engendrerait une relation d'émulation dans la coopération et la concurrence entre les firmes de façon à produire des résultats économiques impressionnants. Si le regard ici posé sur l'espace visait à élargir le cadre de l'État-nation, il semble que cette réflexion mène également à devoir considérer des espaces inférieurs. Alain Lipietz et Georges Benko reconnaissent tout de même une certaine prégnance d'un espace plus large :

Il y a bien une « économie-monde » mais elle n'est pas une force causale [...]. la nouvelle division internationale du travail [...] est plutôt une configuration, une rencontre faiblement régulée de trajectoires nationales dont certaines, il est vrai, présentent une forte dépendance au contexte global. (Lipietz et Benko, 2002 :299).

- 48 Voilà qui résume les avancées faites par les auteurs précédents. On ne peut nier la pression des structures internationales, mais elles n'ont le même poids sur tous les États que ceux-ci ont sur leur espace national. Cependant, en plus de se voir influencer par l'international, l'État doit combiner avec des districts locaux qui grugent son espace de régulation. Philippe Schmitter (1997) abonde dans un sens relativement semblable. Selon lui, la question de l'espace se pose de plus en plus parce que l'analyse doit intégrer des préoccupations qui relèvent d'univers tant locaux (infranationaux) que globaux (supranationaux). Même si l'État reste toujours au centre des analyses, il est de plus en plus étouffé par cette double pression. En effet, la déréglementation prônée depuis l'espace global mine le pouvoir d'action des États, et cela force la prise en compte des régulations qui proviennent de cet espace. Cependant, Philippe Schmitter soutient que l'emprise de l'espace global doit être relativisée. Une emprise trop forte devrait induire une certaine forme de convergence et d'homogénéisation des économies locales. Or, tous les auteurs ici consultés convergent : l'homogénéisation n'est pas le résultat principal puisqu'il y a une particularisation.
- 49 Rogers Hollingsworth et Robert Boyer (1997 :454) écrivent en ce sens : « the conventional wisdom about the convergence of all societies belonging to the same borderless world is quite erroneous ». À travers une étude des « institutional arrangements » et de leur efficacité à différents niveaux, ils en arrivent à une conclusion qui ferait plaisir à Karl Polanyi : selon eux, la façon dont l'économie se coordonne spatialement (locale, nationale, globale) est liée (encastrée) à l'histoire des sociétés. Par exemple, même si une bonne partie des marchés s'intègre internationalement, la force de travail, sa forme d'organisation et les habiletés particulières qui lui sont propres demeurent localisées (Hollingsworth et Boyer, 1997). En modifiant le concept d'encastrement (embeddedness) dont Polanyi (1983) assume la paternité, ils proposent celui de nestedness (« nidifiement ») qui signifie une croissance de l'intégration à l'économie mondiale par une spécialisation des domaines économiques pratiqués au sein de chaque espace. Ce terme permet de décrire la double transformation que nous serions en train de vivre : d'une part, il y a une croissance des règles et des institutions internationales et d'autre part, croissance des organisations localisées de la production. Voilà qui résoudrait bien les préoccupations d'Alain Lipietz, de Georges Benko et de Philippe Schmitter.

- 50 C'est donc à l'aide des travaux de Robert Boyer et de Rogers Hollingsworth qu'il est opportun de clore cette section sur les espaces dans la théorie de la régulation. Le problème de l'espace est bien réel pour la TR puisqu'il met en question les facteurs d'unité qui permettent d'étudier les régulations à l'œuvre. Comme il fut souligné, cette dynamique a pris de plus en plus d'ampleur, non seulement à cause de l'importance grandissante des régulations supranationales, mais également parce que certains processus locaux de production créent des espaces particuliers de régulation. Alors, le niveau national, base de la TR, s'est trouvé de plus en plus coincé de part et d'autre. Devant cette complexification, Robert Boyer et Rogers Hollingsworth (1997) « baissent les bras » en soutenant que les différents niveaux (du plus local au plus global) interagissent et s'influencent sans qu'il y ait de direction fixe. Personne ni aucune institution ne contrôle le système d'ensemble, mais il y a différents institutionnels arrangements à chaque niveau et leur interaction est indéniable. Une telle situation ne peut que diminuer le pouvoir dévolu à l'État, autrefois principale unité d'analyse.
- 51 Une telle conclusion est proche des réflexions néogramsciennes dans lesquelles la méthode de recherche à préconiser doit reposer sur l'articulation entre trois niveaux d'espace, celui des forces sociales, celui des formes de l'État et celui de l'ordre mondial (Cox, 1986). L'utilisation du terme « ordre » indique bien la différence qui existe entre les deux écoles : les néogramsciens hésitent moins à traiter d'un ordre mondial hégémonique alors que les régulationnistes sont frileux à cette idée, craignant de diminuer leur unité de base : l'État-nation. Peut-être craignent-ils aussi de se retrouver dans les mêmes embûches que les théoriciens de la dépendance qui furent taxés d'un trop grand structuralisme. C'est du moins ce qu'il semble lorsqu'il est question de développement.

Régulation et Développement

- 52 Parmi les approches qui ont un regard internationalisé, il y a les approches dites du développement dont font partie les thèses de la dépendance. Alain Lipietz et Georges Benko (2002) sont critiques face à elles car selon eux, elles sont porteuses d'une vision trop structuraliste qui attribue des rôles mécaniques aux différents pays alors qu'ils jouissent plutôt d'une certaine autonomie. Larbi Talha (2002) a travaillé sur l'interaction entre ces deux courants qui semblent en opposition. En effet, la base de l'analyse régulationniste insiste sur les facteurs institutionnels internes à chaque pays alors que les thèses du développement, surtout les thèses de la dépendance, cherchent les causes des problèmes de développement dans la domination de l'international.
- 53 En voulant expliquer le développement local par l'utilisation de la régulation, on en est venu à transposer les études faites par la TR sur les pays du centre à certains pays périphériques. Comme il fut mentionné précédemment, certaines de ces tentatives guidées par une « décalcomanie » conduisirent à des résultats douteux. Par contre, la comparaison des équilibres des différents pays éclaira une hypothèse intéressante selon laquelle une partie des problèmes de développement proviendrait d'un déséquilibre entre les deux sections de l'économie (la section I est composée des moyens de production, et la section II des moyens de consommation). En faisant ces études, les régulationnistes en vinrent à identifier le faible développement de la section I comme particularité des économies périphériques. Faisant écho à une suggestion de Michel Lanzaarotti (1992), Larbi Talha (2002) suggère l'ajout d'une troisième section, celle de l'alimentation extérieure. En effet, les pays compensent parfois la faiblesse de la section de la production

des moyens de production par des importations, elles-mêmes financées par des exportations. Ainsi, il faut ajouter une section extérieure pour rendre compte des équilibres qui existent dans certains pays en développement. En ajoutant une telle section, on intègre à l'analyse la nécessité de saisir l'insertion de l'univers internationalisé dans l'économie nationale.

- 54 Jaime Aboites, Luis Miotti et Carlos Quenan (2002) appuient cette lecture en ajoutant qu'une compréhension du développement à l'aide de la régulation doit passer par une étude plus approfondie de l'articulation entre le régime international et le régime d'accumulation. Ils prônent alors l'étude des impacts des réformes exigées par le FMI et la Banque Mondiale à l'aide de la régulation. Ainsi, ils insistent sur la nécessité de prise en compte de variables extérieures plus que ne le faisait la TR à l'origine.
- 55 D'un autre point de vue, Robert Boyer (2001) s'est aussi intéressé aux thèses de l'économie du développement. En étudiant les thèses élaborées depuis la Seconde Guerre mondiale, il nota une oscillation régulière du discours théorique entre le tout à l'État et le tout au marché. Il déduisit même une certaine homologie entre l'évolution de la théorie économique et celle des stratégies de développement. Selon cette lecture, les avancées théoriques en économie du développement ont repoussé le « consensus de Washington » qui visait à appliquer un modèle néolibéral unique de développement à tous les pays. Ainsi, ce champ théorique serait rouvert et permettrait l'élaboration d'une approche plus saine tenant compte des institutions et donc, des arrangements propres à chaque pays.
- 56 En étudiant l'homologie entre les théories du développement économique et les stratégies de développement, Robert Boyer (2001) en arrive à la conclusion que la régulation par le marché est efficace pour la distribution de marchandises ordinaires, mais s'avère inefficace pour les produits financiers et le travail. Il revendique une recherche de nouveaux équilibres entre l'État et le marché qui rejettent les solutions trop tranchées d'un côté ou de l'autre. Surtout, il en vient à revendiquer la fin des modèles canoniques imposés par des institutions internationales qui visent à fournir une solution homogène pour des problèmes particuliers à chacun des capitalismes locaux.
- 57 Ce bref regard sur les théories du développement et la TR mériterait d'être approfondi. Malgré les réticences de Robert Boyer, et même si les craintes de sombrer dans un trop grand structuralisme international demeurent, le croisement entre régulation et développement exigerait une meilleure prise en compte par la TR des facteurs déterminants externes, tant des pressions des différentes organisations que par la nécessaire compréhension de l'internationalisation de la production et de l'État.

La Hiérarchie des formes institutionnelles

- 58 La hiérarchisation des formes institutionnelles est l'une des dernières avenues ouvertes par les théoriciens de la régulation. Ceux et celles qui se préoccupent du développement et de la régulation utilisent cette idée selon laquelle la description des capitalismes locaux passe aussi par la découverte de la forme institutionnelle dominante au sein d'un espace de régulation⁶.
- 59 Robert Boyer s'est également penché sur la question de la hiérarchie des formes institutionnelles. En 2002, dans la postface à la réédition de *L'état des savoirs*, il décrit la nécessité de repenser les mécanismes d'articulation entre les différentes formes et il place alors la hiérarchisation comme l'un de ceux-là. Dans son récent ouvrage, Une

théorie du capitalisme est-elle possible (Boyer, 2004), il souligne que la référence à la hiérarchie des formes institutionnelles « a surtout pour intérêt de fournir une clé de lecture quant à la succession des modes de régulation » (Boyer, 2004 :29). Alors, il décrit la succession des hiérarchies en identifiant trois époques. Dans la première, qui commence vers la fin du 19^e siècle, le régime financier et monétaire international s'impose à la régulation nationale. Entre les deux guerres, les capitaux financiers et industriels à l'échelle nationale nouent une alliance qui déplace la concurrence. Cependant, c'est au sortir de la Seconde Guerre mondiale, de 1945 à 1979, que s'impose réellement le régime fordiste impliquant une alliance entre une fraction du capital industriel et le salariat. C'est au cours de cette période que le rapport salarial est devenu la forme institutionnelle dominante. Ainsi, le retour à une hiérarchie dominée par la forme de l'insertion dans un régime international, noté depuis la décennie des années 1990, semble plus percutant puisqu'il fait basculer à nouveau la hiérarchie des formes institutionnelles.

- 60 En optant pour la hiérarchie des formes institutionnelles, le modèle régulationniste peut être utilisé pour mieux rendre compte de l'agencement entre des dynamiques globales et locales. Aujourd'hui, il semble que la finance globalisée soit pressentie pour occuper le haut de la pyramide ou le plateau supérieur du trapèze. En fait, dans l'ouvrage de vulgarisation paru en 2004, Boyer insiste nouvellement sur l'importance qu'il faut accorder à l'idée que l'accumulation tend à déborder l'espace de régulation. Il souligne que les régimes d'accumulation sont mus de plus en plus par l'internationalisation des échanges. Cependant, il prévenait que cela ne devait pas mener à surestimer l'importance de l'analyse internationale (Boyer, 2003). S'il est vrai que cette configuration rend les États plus difficiles à gouverner, il n'y a pas totale homogénéisation pour autant. En ce sens, l'internationalisation conditionne les autres formes sans les réguler vraiment. La financiarisation devient à ce point importante que Boyer (2004b) étudie même l'hypothèse de sa viabilité comme moteur pour un nouveau régime d'accumulation. Alors, la norme financière et les prévisions de l'actionnariat deviendraient les éléments principaux de l'articulation des autres formes institutionnelles.
- 61 Il est de plus en plus clair pour la TR que l'inclusion de l'internationalisation doit mieux se faire pour que cette école rende meilleure justice à ce qu'elle tente de dépeindre, notamment en dépassant les seules relations interétatiques pour traiter de l'ordre mondial ou de l'ordre global. À ce titre, la suggestion de Ronen Palan (1998) semble la meilleure : ouvrir la TR aux approches critiques en théorie des relations internationales. Parmi celles-ci, l'approche néogramscienne serait la plus cohérente avec l'idée de départ de la TR, notamment par l'inclusion de la perspective d'un ordre mondial hégémonique. À ce titre, Robert Boyer (2003) faisait lui-même référence à Antonio Gramsci en traitant de la question de la succession des blocs historiques. Évidemment, de nombreux écueils devront être évités, notamment parce que le schéma néogramscien de base inclut, en plus des institutions, les idées et les capacités matérielles. Pire, l'analyse néogramscienne de l'ère fordiste accorde plus d'importance à la sphère globale que ne le fait l'analyse régulationniste, mais ces obstacles ne sont pas insurmontables, du moins pas autant que ne l'étaient ceux séparant les régulationnistes des réalistes ou des institutionnalistes néolibéraux. Robert Boyer (2001) utilisera même l'expression *Pax americana* dans un sens se rapprochant de celui utilisé par Robert Cox (1987). Une bonne partie du travail reste à faire, mais cela semble la voie permettant de polir les coins de la prise en compte de l'internationalisation par la TR.

Conclusion

- 62 En étudiant les arrangements que peuvent prendre les changements institutionnels, Robert Boyer parvient à en définir un certain nombre dont la succession se produit lorsque les crises éclatent. Les crises sont alors une manifestation du déséquilibre qui existe entre les différentes formes institutionnelles au sein d'un mode de régulation. Cette succession d'arrangements correspond à une certaine philosophie de l'histoire qui repose sur les compromis entre les classes qui se scellent au sein d'institutions. Bref, il y a là une théorie réellement intéressante qui entre en compétition avec la philosophie de Georg Wilhelm Friedrich Hegel, pour qui l'évolution historique repose sur le dépassement de l'Esprit d'un peuple, ou celle de Karl Marx qui explique l'évolution par les transformations de la division sociale du travail. Elle se rapproche même de la lecture faite par Antonio Gramsci en terme de blocs historiques. Cependant, l'approche de la régulation, contrairement aux deux autres, ne s'applique qu'au capitalisme. Elle permet de définir et d'identifier les différents visages qu'il peut prendre, mais offre aussi un grand nombre d'autres applications à l'analyse économique et sociologique.
- 63 Or, la théorie de la régulation s'est développée pendant le déclin du modèle fordiste, alors que les formes institutionnelles dominantes, principalement le rapport salarial, étaient très localisées à l'échelle nationale. En effet, les praticiens de la TR expliquent que dans les années 1970, le modèle qui reposait sur un compromis entre le capital industriel et le salariat est entré en crise. Tranquillement, il céda sa place à un autre modèle, ayant encore cours à ce jour, où les formes internationales prennent de plus en plus d'ampleur et s'imposent telles des règles sur les formes nationales. Ainsi, il n'est pas surprenant que la prise en compte de la dynamique internationale soit apparue un peu plus tardivement pour les régulationnistes et qu'elle ait suscité autant de débats.
- 64 Par contre, il ne faut pas en conclure que le passage d'une forme à la tête de la hiérarchie discrédite toutes les autres formes. N'oublions pas qu'une hiérarchie perd tout son sens s'il n'y a qu'un chef sans soumis, qu'un roi sans sujets. En effet, ce n'est pas parce que la dynamique internationale prend de l'ampleur qu'il faille rejeter l'importance des formes plus locales de la régulation. Au contraire, il apparaît que les divers niveaux de régulation se complètent. De fait, les différents États produisent des réponses différenciées face à la montée en puissance du capitalisme financier. De plus, le capitalisme s'est bâti avec l'État-nation comme élément institutionnel essentiel à sa régulation, et il ne semble pas près de disparaître. Là-dessus, les régulationnistes sont convaincants, et on ne pourrait comprendre réellement une dynamique capitaliste sans le recours à l'État et à l'espace national.
- 65 Alors, l'explication en terme de « nidifiement » est séduisante. Elle permet effectivement de rendre compte d'une nécessaire association entre les particularismes locaux et l'homogénéité globale. Toutefois, la dynamique de l'articulation entre les différents niveaux reste mal comprise. La hiérarchie des formes est finalement la meilleure solution à ce casse-tête, elle permet de rendre compte d'une certaine articulation entre les formes qui influent plus et celles qui influent moins. Cependant, le problème n'est pas entièrement résolu puisque la définition de la forme institutionnelle de l'insertion dans le régime international est vague, voire problématique. Comme l'ont soutenu Ronen Palan, et Gérard Kebadjian, la notion de régime international telle qu'empruntée au courant néoréaliste de la théorie des relations internationales peine à être associée aux

fondements de la TR. Alors que le fondement des thèses néoréalistes repose sur la crainte constante d'une attaque probable d'un autre État, celle de la TR repose sur les compromis qui émergent entre les différents groupes antagonistes.

- 66 Pour se sortir de cette impasse, Robert Boyer suggéra d'inclure une approche pluridisciplinaire aux allures constructivistes. Gérard Kebabdjian parlait de « l'adhésion, au moins apparente, à un institutionnalisme constructiviste » (Kebabdjian, 1998 :114). Par là, il annonçait le virage interprétatif des régimes internationaux tels des ensembles de symboles et de représentations :

Cette nouvelle construction de représentation accompagne, facilite et en un sens légitime, le basculement des formes institutionnelles : l'adhésion au régime financier international remplace le rapport salarial comme forme institutionnelle déterminante. [...] Aussi, les représentations économiques légitimes tendent-elles à se définir au niveau international, quitte à ce qu'elles se déclinent selon des variantes nationales. (Kebabdjian, 2002 :547).

- 67 Plutôt que de clarifier les enjeux en cause, l'introduction d'une analyse constructiviste (notamment évoquée dans la citation par l'expression « construction de représentation ») apparaît comme source de confusion. Pourquoi étudier des données économiques si en fait, la représentation qui en est faite est plus importante ? Comment se revendiquer d'une filiation marxiste avec une ontologie qui devient résolument idéaliste ? L'importance de l'État dans la régulation provient-elle de sa capacité à émettre la monnaie et à faire des lois, cristallisations de compromis entre les classes, ou est-ce l'image qu'on veut bien s'en faire qui importe le plus ?
- 68 De plus, en accordant plus d'importance au niveau international, l'application de l'« hol-individualisme » semble devenir problématique. L'« hol-individualisme » tente de dépasser l'individualisme et l'holisme par le concept d'institution. Alors, l'institution est le résultat des interactions entre les individus, et elle produit en retour une détermination sur leurs actions. Au niveau international, il est difficile de considérer soudainement les États comme des individus possédant une conscience unifiée alors que l'étude des capitalismes à l'échelle des nations tend justement à faire une juste division des différentes dynamiques en jeu. Il est donc nécessaire de renouveler l'articulation des enjeux. Les derniers revirements devraient porter les praticiens de la TR, qui font eux-mêmes référence à Antonio Gramsci, vers les néogramsciens en TRI. De nouveaux outils méritent encore d'être perfectionnés afin de bonifier ce niveau, mais on devra reconnaître que la force de la TR semble être l'analyse des particularités locales du capitalisme, qualité dont elle se réclame. Elle se perfectionnerait en utilisant les concepts d'ordre hégémonique mondial et en incluant ces ordres de préoccupation dans son schéma.
- 69 Pour intégrer la notion d'ordre hégémonique, il faudrait d'abord en étudier les caractéristiques principales pour en bien saisir l'effet et l'interaction avec les dynamiques nationales. Une telle approche obligerait à une étude assidue des contacts entre les classes dominantes des différents pays. À ce niveau, il est plus difficile de percevoir les institutions, tout comme les régulationnistes le soulignent, car les classes qui sont présentes ne s'opposent pas par des antagonismes de même nature qu'au niveau national. De plus, il faudrait intégrer une plus large étude des vecteurs de transmission de l'ordre hégémonique vers les formes institutionnelles nationales. Comment le compromis est-il imposé depuis le compromis transnational jusqu'aux institutions locales ? Dans un tel

cadre, plus d'emphasis pourrait être mise sur l'étude des organisations internationales et de leur rôle vis-à-vis des institutions de régulation nationale.

- 70 En terminant, l'opposition qui se soulève quotidiennement face à cette montée du volet international contre les régulations locales est clairement politique. Les sciences sociales parlent de plus en plus d'une société civile altermondialiste, elle aussi internationalisée, en parlant de ceux et celles qui produisent les événements internationaux qui volent la vedette aux forums économiques mondiaux. C'est qu'il y a confrontation sur la forme que prendra cet ordre international. En effet, le cinquième forum social mondial s'est terminé il y a quelques mois, et le bilan semblait plus positif que jamais, mais il ne correspond pas aux objectifs de la domination de la finance globalisée. Cette opposition parviendra peut-être à modifier les structures actuelles pour donner plus d'espace aux régulations localisées. De plus, la particularité que prend l'ordre mondial dans sa transmission de normes financières est de revêtir un caractère plus idéologique que jamais. Il faudra donc probablement re-politiser l'analyse régulationniste pour y bien inclure cette dimension, mais souhaitons qu'elle prenne une voie plus gramscienne que constructiviste. La dimension politique sera aussi utile pour saisir le monde de la protestation, car elle revêt bien souvent des formes ne correspondant pas uniquement au rapport salarial. Dans tous les cas, il est stratégique pour les penseurs de la TR de militer contre une mondialisation accrue, c'est la meilleure façon pour eux de préserver leur cadre d'analyse reposant sur l'État-nation.

BIBLIOGRAPHIE

- Aboites, Jaime, Luis Miotti et Carlos Quenan (2002). « Les approches régulationnistes et l'accumulation en Amérique latine », dans Robert Boyer et Yves Saillard (dirs), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 467-475.
- Aglietta, Michel (2002). « Des mutations du capitalisme : une société salariale schizophrène ? », dans *Capitalisme : quoi de neuf ?*, Forum européen de confrontations, Caractéristiques du capitalisme contemporain. Recherche d'alternatives, Paris, Éd. Syllepse et Espace Marx, p. 39-53.
- Aglietta, Michel (1997). *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Éditions Odile Jacob, [1976], 486 pages.
- Baylis, John et Steve Smith (dirs) (2005). *The Globalization of World Politics : an Introduction to International Relations* (3e édition), Oxford, Oxford University Press.
- Bensussan, Gérard et Georges Labica (1999). *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, Quadrige, Presses universitaires de France.
- Bocarra, Paul (1995). « Aperçu sur la théorie de la régulation systémique », *Actuel Marx : théorie de la régulation, théorie des conventions*, Paris, Presses universitaires de France, n° 17, pp. 49-59.
- Boyer, Robert (1986). *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, La Découverte, Coll. « Agalma ».

- Boyer, Robert (1995a). « Aux origines de la théorie de la régulation », dans Robert Boyer et Yves Saillard (dirs), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La découverte, pp. 21-30.
- Boyer, Robert (1995b). « La théorie de la régulation dans les années 1990 ». *Actuel Marx : théorie de la régulation, théorie des conventions*, Paris, Presses universitaires de France, pp. 49-59.
- Boyer, Robert (2001). « L'après consensus de Washington : institutionnaliste et systémique ? », *L'année de la régulation*, n° 5, Presses de sciences Po, pp. 11-54.
- Boyer, Robert (2001a). « Comprendre un changement d'époque », dans Robert Boyer et Pierre-François Souyri (dirs), *Mondialisation et Régulations, Europe et Japon face à la singularité américaine*, Paris, Éditions la Découverte, pp. 7-22.
- Boyer, Robert (2001b). « De la première à la seconde pax americana », dans Robert Boyer et Pierre-François Souyri (dirs), *Mondialisation et Régulations, Europe et Japon face à la singularité américaine*, Paris, Éditions la Découverte, pp. 31-40.
- Boyer, Robert (2003). « Les institutions dans la théorie de la régulation », working paper n° 2003-08, Cepremap, [http://www.cepremap.cnrs.fr/couv_orange/co0308.pdf].
- Boyer, Robert (2004). *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, Paris, Odile Jacob.
- Boyer, Robert (2004b). *Théorie de la régulation : 1. Les fondamentaux ?*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 123 pages.
- Boyer, R. et J. Mistral (eds) (1986). *Capitalismes fin de siècle*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Boyer, Robert et Yves Saillard (dirs) (2002). *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Boyer, Robert et Yves Saillard (2002a). « Un précis de la régulation », dans Robert Boyer et Yves Saillard (dirs), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 58-68.
- Boyer, Robert et Yves Saillard (2002b). « La théorie de la régulation a 20 ans : piétinement ou affirmation d'un programme de recherche ? », dans Robert Boyer et Yves Saillard (dirs), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 58-68.
- Brunelle, Dorval (2003). *Dérive globale*, Montréal, Boréal, 225 pages.
- Cox, Robert W. (2000). « Political Economy and the World Order : Problems of Power and Knowledge at the Turn of the Millennium », dans Richard Stubbs et Geoffrey Underhill (eds), *Political Economy and the Changing Global Order*, Oxford, Oxford University Press, pp. 25-38.
- Cox, Robert (1993). « Gramsci, Hegemony, and International Relations : An Essay in Method », dans Stephen Gill (ed.), *Gramsci, Historical Materialism, and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 49-66.
- Cox, Robert W. (1992) « Towards a Posthegemonic Conceptualization of World Order : Reflections on the Relevancy of Ibn Kaldhun », Reprinted in Robert W Cox with Timothy J Sinclair. 1996, *Approaches to World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 144-173.
- Cox, Robert W. (1987). *Production, Power, and the World Order : Social Forces in the Making of History*, New York, Columbia University Press, 500 pages.
- Cox, Robert W. (1986). « Social Forces, States and the World Orders », dans Robert O. Keohane (dir.), *Neorealism and its Critics*, New York, Columbia University Press, pp. 204-254.
- Gill, Stephen (1993). *Gramsci, Historical Materialism and International Relations*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, pp. 1-48.
- Hardt, Michael et Antonio Negri (2001). *Empire*, Cambridge, Harvard University Press, 480 pages.

- Hollingsworth, Rogers et Robert Boyer (1997). « From National Embeddedness to Spatial and Institutional Nestedness », dans Rogers Hollingsworth et Robert Boyer (éds), *Contemporary Capitalism, the Embeddedness of Institutions*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 433-484.
- Kebabdjian, Gérard (1998). « La théorie de la régulation face à la problématique des régimes internationaux », *L'année de la régulation*, n° 2, Paris, Éditions La Découverte, pp. 101-127.
- Krasner, Stephen (1983). « Structural Causes and Regime Consequence : Regimes as Intervening Variables » dans Stephen Krasner (ed.), *International Regimes*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, p. 1-22.
- Krasner, Stephen (1982). « Structural Causes and Regime Consequences : Regimes as Intervening Variables », *International Organization*, vol. 36, n° 2 (International Regimes), pp. 185-205.
- Lanzarotti, Michel (1992). *La Corée du Sud : une sortie du sous-développement*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Lipietz, Alain (1979). *Crise et inflation : pourquoi ?*, Tome I : L'accumulation intensive, Paris, Maspéro, [http://lipietz.net/article.php?id_article=681].
- Lipietz, Alain et Georges Benko (2002). « La régulation des espaces aux espaces de régulation », dans Robert Boyer et Yves Saillard (dirs), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 293-303.
- Marques-Pereira, Jaime et Bruno Théret (2001). « Régimes politiques, médiations sociales de la régulation et dynamique macroéconomique », *L'année de la régulation*, n° 5, pp. 105-146.
- Martimort-Asso, Benoît (2004). « Régime international », dans Alex Macleod, Evelyne Dufault et François Guillaume Dufour, *Relations Internationales, Théories et concepts*, Montréal, Cepes et Athena, pp. 204-206.
- Palan, Ronen (1998). « Les fantômes du capitalisme mondial : l'économie politique internationale et l'école française de la régulation », *L'année de la régulation*, n° 2, pp. 63-86.
- Polanyi, Karl (1983). *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.
- Quemaria, Miguel (2001). « Théorie de la régulation et développement : trajectoires latino-américaines », *L'année de la régulation*, n° 5, pp. 57-104.
- di Ruzza, Renato (1995). « Théorie des systèmes productifs et recomposition de l'économie mondiale ». *Actuel Marx : théorie de la régulation, théorie des conventions*, n° 17, pp. 59-65.
- Saillard, Yves (2002). « Globalisation, localisation et spécialisation sectorielle, que deviennent les régulations nationales ? », dans Robert Boyer et Yves Saillard (dirs), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 285-292.
- Schmitter, Philippe C. (1997). « Levels of Spatial Coordination and Embeddedness of Institutions », dans Rogers Hollingsworth et Robert Boyer (éds), *Contemporary Capitalism, the Embeddedness of Institutions*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 311-319.
- Stiglitz, Joseph (2002). *La grande désillusion*, Paris, Fayard.
- Strange, Susan (1982). « Cave ! Hic Dragones : A Critique of Regime Analysis », *International Organization*, 36, 2 (Spring), pp. 479-496.
- Talha, Larbi (2002). « Théorie de la régulation et développement », dans Robert Boyer et Yves Saillard (dirs), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 452-459.

de Terssac, Gilbert (2003). « La théorie de la régulation sociale : repères pour un débat », dans Gilbert de Terssac (dir.), *La théorie de la régulation sociale de Jean-Daniel Reynaud*, Paris, La Découverte, pp. 11-33.

Tremblay, Diane-Gabrielle (2004). *Économie du travail ; les réalités et les approches théoriques*, Montréal, éd. St-Martin.

Vidal, Jean-François (1998). « La régulation et l'international : remarques sur l'article de R. Palan », *L'année de la régulation*, n° 2, pp. 87-100.

Vidal, Jean-François (2002). « Les régimes internationaux », dans Robert Boyer et Yves Saillard (dirs), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 171-179.

Wood, Ellen Meiksins (2003). *Empire of Capital*, Londres, Verso.

NOTES

1. Citation extraite de Christian Chavagneux, « Mondialisation : deux ou trois choses que l'on sait d'elle » *Alternatives Économiques*, Hors-série 59 « La mondialisation », 1er trimestre 2004 : http://www.alternatives-economiques.fr/site/nouvelles_pages/hs59_001.html (décembre 2005).
2. Note de l'éditeur : Jean-Daniel Reynaud (1997). *Les Règles du jeu : L'action collective et la régulation sociale*, Armand Colin, Paris.
3. Sur la théorie de J.D. Reynaud, voir Gilbert de Terssac (dir.), (2003). *La théorie de la régulation sociale de Jean-Daniel Reynaud - Débats et prolongements*, La Découverte, Paris.
4. Citation de Georges Canguilhem, produite en 1973 pour un article de l'Encyclopédie Universalis, laquelle est extraite d'un texte de Yannick Blanc intitulé « Pourquoi a-t-on besoin du concept de régulation », http://www.enm.justice.fr/centre_de_ressources/actes_sessions/regulation/pourquoi.htm.
5. Note de l'éditeur : Karl Marx et Friedrich Engels (1968). *L'idéologie allemande*, Présentée et annotée par G. Badia, Ed. Sociales.
6. Au sujet de l'Amérique latine, voir : Quemia, 2001 : p. 74.

RÉSUMÉS

L'objectif premier du présent texte est de faire une recension critique des différentes solutions apportées par l'école de la régulation dans le contexte de la globalisation de l'économie. Ceci nous mènera à la conclusion qu'une vision du capitalisme global fait défaut à l'école des Théories de la Régulation, et qu'il faut fouiller du côté des analyses néogramsciennes en théorie des relations internationales pour trouver une solution à ce problème.

The first objective of this text is to make a critical assessment of the various solutions presented by the school of the regulation in the context of the globalization of the economy. This will bring us to the conclusion that a vision of total capitalism is missing in the Theories of the Regulation. A neogramscian approach (represented in this text by the analyses of Robert W. Cox et Stephen Gill) of international relations is in our view necessary to find a solution to this problem.

INDEX

Mots-clés : théorie de la régulation, néogramscien, Boyer, globalisation

Keywords : regulation theory, neogramscians, Boyer, globalization

AUTEUR

THOMAS CHIASSEON-LEBEL

Étudiant de maîtrise, Département de sociologie, UQAM